

# CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES : PRESENTATION ET ECHANGES SUR LES MODALITES D'ORGANISATION DU NOUVEAU RESEAU

## **Forough Salami-Dadkhah**

*VP Europe et International Conseil régional de Bretagne*

En tout cas, j'espère que vous avez passé une bonne journée de travail, qui a correspondu à votre attente. Je remercie sincèrement tous les organisateurs bien évidemment, les services de la Région, les futures chauffeuses de car de solidarité. En tout cas, vraiment merci à tout le monde.

Si nous avons décidé de faire ces Assises sur deux journées, c'est aussi pour que nous puissions parler franchement aujourd'hui, entre nous et vous, qui vous êtes très impliqués dans les deux années de cette démarche, pour remettre à plat ABCIS. Je pense que tout le monde a passé des moments d'incertitude, de flottement. En tout cas, ils m'ont traversée. Il y a eu des discussions avec les services de la Région où je me demandais franchement où nous allions, si c'était nécessaire d'y passer autant de temps. Je pense donc que nous avons tous traversé des moments comme cela. Au bout du compte, nous avons quand même progressé. Au bout de cette journée, nous voyons bien qu'au moins sur deux choses, nous avons fait des avancées énormes.

La première, quand nous avons voulu remettre à plat ABCIS, était la question de savoir si les gens avaient franchement envie de travailler les uns avec les autres, de savoir si nous ne leurs avions pas forcé la main en leur demandant de venir dans ABCIS, en leur disant que nous étions financeurs, qu'il faudrait travailler en réseau, etc. Ce que vous avez dit dans les quatre ateliers montre bien qu'il y a un besoin de travailler tous ensemble, de se mettre en réseau, d'aller collectivement sur la sensibilisation, sur l'information, de créer des groupes par pays, par thématique. Cela montre bien que nous avons besoin les uns des autres.

Cela montre bien aussi que nous partageons les mêmes objectifs et les mêmes valeurs. Depuis ce matin, nous n'avons pas arrêté de dire que nous allons tous dans le même sens. Cela montre bien également que la Région est un partenaire parmi d'autres. C'est-à-dire que nous sommes, certes, une institution publique, nous gérons de l'argent public, nous devons rendre des comptes aux citoyens, à vous-même, sur la dépense de cet argent, mais que l'objectif que nous avons pour la solidarité internationale, la politique publique que nous conduisons pour la solidarité internationale, est en phase avec vos actions. Je pense que c'est aussi une avancée importante.

La troisième, qui reste à déterminer, et ce n'est pas facile, c'est de savoir comment nous allons faire, une fois que nous avons dit tout cela. Il est question de savoir quels sont nos moyens, avec quelle animation, avec quelle gouvernance. Là, c'est peut-être apparu secondaire, mais en même temps, très important.

Je laisse peut-être Alain donner notre point de vue. Après, nous aurons un échange avec la salle.

## **Alain Diulein**

*Président JTM*

J'avais prévu un petit papier, pour ne pas être trop long. Mais finalement, maintenant, avec les questions qu'il y a, j'ai envie de répondre comme cela. Je m'adresse donc à Madame, qui a posé une très bonne question, évidemment. Mais j'ai eu d'autres questions depuis ce matin, notamment pour savoir ce que va être ce comité. J'ai entendu parler de plate-forme. À un moment donné, nous avons parlé des responsabilités. J'ai entendu parler de régions. Ce sont donc des lapsus révélateurs. « Qui mène quoi ? » Pendant deux ans, nous avons travaillé véritablement en symbiose avec la Région. Madame Salami a dit ce matin qu'il y avait eu 450 personnes qui avaient été concernées sur la région. Nous nous retrouvons à 50 aujourd'hui. Demain, nous serons plus. Mais maintenant, ce soir, avec tout ce qui s'est passé, avec

toutes les questions qui ont été posées à l'issue des ateliers, qu'est-ce qu'on va faire ? On va se donner un temps, de plusieurs mois, avec un **groupe restreint d'acteurs volontaires**. Ce groupe est ouvert à tous. Il est ouvert aux gens qui sont là cet après-midi et puis qui ont participé d'une façon conséquente aux différents ateliers, aux différentes réunions. Mais il sera aussi ouvert, demain, à d'autres personnes, qui n'ont pas obligatoirement travaillé à fond là-dessus.

Ce rôle-là, ce sera quoi ? Ce sera de **trouver une gouvernance**, c'est-à-dire de déterminer un type de structure, une structure associative, institutionnelle, ou autre chose, qui en fait partie, **un type de pilotage, les ressources humaines nécessaires**. C'est cela, la question de Madame. **Quel argent nous mettons ? Qui va travailler ? Qui va financer ?** Nous nous donnons jusqu'à l'automne prochain, c'est-à-dire à peu près au mois d'octobre. Il nous faut des gens volontaires, un groupe resserré. S'il y a beaucoup de personnes qui viennent, tout le monde sera accepté au départ. Nous savons parfaitement que les gens ne sont pas obligatoirement disponibles tout le temps. Il y aura donc un volant de personnes qui sera présent à toutes les réunions. Il s'agit donc bien de toutes les bonnes volontés. J'insiste bien là-dessus et Jean-Jacques a bien insisté ce matin là-dessus, en introduction. Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. Nous allons imaginer ensemble la façon dont les acteurs de la solidarité internationale veulent travailler. Ce serait, et la proposition est là, **une journée de réunion par mois, pendant six mois**. La Région, au niveau des moyens, s'engage à assurer la coordination de ces travaux : organisation des réunions, rédaction des comptes-rendus, etc.

Je voudrais ajouter quand même qu'avec ce qui s'est passé aujourd'hui, il y a évidemment énormément de propositions. C'est très positif. Il y a beaucoup de choses. On a pu dire que c'était un peu fouillis, qu'on ne comprenait pas tout. Mais personne ne comprend tout ce qui s'est passé. Il y a une multitude d'acteurs qui se sont réunis dans quatre ateliers et qui ont fait énormément de propositions. Nous pouvons donc hiérarchiser, éliminer, etc. Nous verrons bien. Ce qui est important, et je répète le mot, c'est d'avoir des bonnes volontés. Nous voulons travailler ensemble. Il y a des absents. Les entreprises sont absentes pour l'instant. Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot. Michel a donné l'exemple ce matin d'un travail entre mon association AIVM et l'entreprise Quénéa, qui en est tout à fait au début. Je peux vous dire que quand nous avons commencé à travailler ensemble, nous ne nous rendions pas compte de toutes les difficultés et de tous les obstacles qu'il pouvait y avoir pour amener quelqu'un à travailler en formation dans un pays d'Afrique de l'Ouest.

En conclusion, je peux vous dire que je suis très optimiste. Je suis très heureux d'avoir travaillé pendant ces deux ans dans ces différents groupes. J'ai bien envie de continuer. Je vous remercie.

*[Applaudissements]*

## **Forough Salami-Dadkhah**

Nous répondons maintenant à vos questions, si vous en avez.

### **Un intervenant**

Sur cette gouvernance qui se met en place, il serait quand même bien... les acteurs économiques, c'est dur. Il faut du temps. Mais au niveau des élus, au niveau institutionnel, je trouve que nous pourrions démarrer assez tôt pour solliciter des gens, non, pour participer aussi à cette gouvernance ? Je ne sais pas. Par « élus », je pense aux gens qui sont sur la solidarité nationale. Cela peut être la vice-présidente, par exemple. Est-ce que dans cette gouvernance, il n'y a que les associations par exemple ?

## **Forough Salami-Dadkhah**

Non, justement. Tous ceux qui s'intéressent à la solidarité internationale sont les bienvenus. Il y a bien évidemment la Région. ABCIS, c'était la région qui animait.

### **Un intervenant**

Certes, mais là, vous ne seriez pas animatrice. Vous seriez à l'écoute des associations.

## **Forough Salami-Dadkhah**

Oui, c'est ce que je voulais vous dire. Vous dites donc que ce serait bien que les institutions viennent, à commencer par la Région. Bien évidemment, la Région sera là. Par contre, nous avons voulu une autre forme de gouvernance. Nous accompagnons cette nouvelle forme de gouvernance pendant six mois, par un accompagnement technique et un accompagnement financier, pour qu'il y ait une nouvelle forme de gouvernance. Mais donc, nous sommes bien là. Mais les autres collectivités sont informées. D'ailleurs, j'ai vu une adjointe au maire de Rennes, Madame Jocelyne Bougeard, qui vient d'arriver.

## **Alain Diulein**

Mais tout est à faire. Il y a donc un engagement de la Région, c'est ce que j'ai dit. Madame Salami-Dadkhah vient de le répéter. La gouvernance, nous en ferons ce que nous en ferons. Le groupe va se mettre en place.

## **Gilles Maréchal - AMAR**

Pour rebondir sur ce que tu as dit tout à l'heure, et ce que nous avons entendu dans la salle, ce que nous nous disons tous et ce que nous sommes tous dit pendant nos séances du deuxième semestre... sur la plate-forme ABCIS, je ne crois pas que cela n'a pas forcément marché. Mais c'est le fait que tout évolue et qu'à un moment, de toute façon, une dynamique, aussi bonne soit-elle, a besoin d'être renouvelée, remise en question. Pour moi, l'enjeu, et c'est ce que je disais ce matin et que tu as repris tout à l'heure, c'est, pour nous, déterminer quelle est la première marche de l'escalier que nous allons nous donner dans ce comité opérationnel. Il ne va pas falloir se tromper sur ce démarrage. Parce que si dans six mois, nous avons autant de questionnements, de flou sur la réalité factuelle de ce qu'apporte la plate-forme, nous pourrions tous tirer la conclusion de ce qu'elle sera. Mais entre ceux qui connaissent bien, qui sont dans le domaine associatif, qui connaissent les raisons pour lesquelles il y a une difficulté à fonctionner, nous avons une motivation, des enjeux, des objectifs communs, une bonne volonté commune. Par contre, ma question est de connaître la première échéance, la date de la première réunion de ce comité. Mais à ce comité-là, il faut que nous soyons pragmatiques et que nous nous disions, parmi toutes les actions que nous avons identifiées, quelle est la première que nous mettons en œuvre pour nous donner confiance au niveau du comité, pour donner confiance à tous ceux qui sont dans cette salle et tous ceux qui ne peuvent pas être là aujourd'hui et qui se disent qu'ils ont envie de participer à cette histoire parce qu'il y a du concret. C'était la construction d'une histoire, avec un premier chapitre, un second, etc. Commençons donc par le premier chapitre et définissons-le. Pour moi, c'est la tâche première de ce comité.

## **Alain Diulein**

Oui, c'est cela, à la fois partir vite et prendre le temps. C'est-à-dire que même après les six mois, une gouvernance va se mettre en place. Mais cela va continuer. La grande différence, mais il n'y a rien à reprocher à ABCIS, était que c'était quand même un peu vertical au départ. Là, nous essayons de travailler ensemble de façon plus horizontale. Et nous travaillons comme cela déjà depuis deux ans. Nous nous sommes vraiment écoutés mutuellement et nous avons appris des choses les uns des autres. Il y a, en particulier, cette volonté de la politique régionale de travailler avec les entreprises. Certains d'entre nous, et je ne parle pas de tous, et ce sera sans doute l'objet de discussions au niveau de la plate-forme ou de ce que nous pouvons appeler le comité opérationnel... en tout cas, nous allons nous accorder. Ce serait bien. Puis nous allons nous disputer un peu aussi, parce qu'autrement, ce ne serait quand même pas très marrant.

## **Gilles Maréchal**

Je te rejoins tout à fait sur la dernière intervention. Là, cela ne sera pas rigolo si cela ne swingue pas un peu. Justement, c'est à cela que je pensais. Comment tout faire pour éviter que ce comité opérationnel soit rejoint par des gens qui sont tombés dedans quand ils étaient petits, comme Obélix, qui ont 40 années au compteur et qui vont encore une fois ressasser les mêmes choses, les mêmes causes

produisant les mêmes effets, au risque d'aboutir à quelque chose d'insatisfaisant ? Je pense donc que cela vaut la peine de réfléchir sur comment mettre là-dedans des gens qui vont nous déranger, qui vont poser des questions que nous n'attendions pas, qui vont aussi nous faire rêver, malgré tout, un peu. Mais surtout, apporter un peu de sang neuf n'est pas facile. Surtout que concrètement, il est plus facile pour des retraités, par exemple, d'aller dans des réunions toute la journée. Mais cela me paraît vraiment fondamental que si nous voulons faire du neuf, nous ayons aussi des personnes qui portent et qui incarnent cela.

## **Alain Diulein**

Nous n'allons pas nous congratuler mutuellement tout le temps. Mais il s'est quand même passé des choses. Effectivement, cela m'embête aussi d'avoir la tête blanche, bien sûr. Mais ici, il n'y a pas que cela. Ce matin, dans les ateliers, il y a des propositions qui ont été faites, des moyens qui ont été proposés. Il y a d'autres associations de jeunes, au niveau de l'international, sur Rennes, par exemple. Je pense à JTM. Il faut aussi que nous allions consulter, chercher d'autres personnes pour venir avec nous. Lorsque nous parlons des institutions, les conseils départementaux peuvent nous aider, etc. Ce sont des pistes que nous pouvons ouvrir. Nous avons effectivement une certaine expérience qui fait dire que nous serons peut-être déçus. Mais nous avons cette volonté de la solidarité internationale, cet amour de la solidarité internationale. Nous savons parfaitement, et cela a été témoigné ce matin, qu'il y a plein de jeunes qui veulent faire de la solidarité internationale. Toi, Gilles, dans ton association, même si cela commence à se tarir, c'est le cas aussi. Il y a énormément de jeunes. Jeunes à travers le monde accueille très régulièrement des jeunes qui veulent faire de l'humanitaire ou de la solidarité internationale. On s'en fiche qu'il s'agisse d'humanitaire. À un moment ou un autre, tout cela évoluera. Aussi, allons les chercher. Mais en même temps, donnons-nous les moyens aussi de les accueillir. Peut-être qu'à ce moment-là, ce ne sera pas des journées, mais des soirées, je ne sais pas. Je dis n'importe quoi, mais il faut le faire de manière à ce que tout le monde puisse venir. Parce qu'actuellement, si nous faisons des journées, par exemple, une fois par mois, tout le temps, ce seront toujours les mêmes que nous allons retrouver, c'est-à-dire les retraités, et puis les techniciens de la Région, etc. Innovons, inventons. Aujourd'hui, nous avons beaucoup parlé et c'est vrai qu'il y a plein de choses. Monsieur disait tout à l'heure qu'il ne comprenait pas tout. Mais même nous, nous ne comprenons pas tout. Il y a tellement de propositions. C'est complètement fou. À la fin, on n'écoute même plus. C'est dégoûtant pour ceux qui arrivent à la fin. L'idée est d'avoir cette volonté-là, de prendre des idées neuves, d'aller chercher des gens différents de nous pour changer. Parce qu'il est vrai que nous sentons, et Sonia l'a dit ce matin un peu en caricature, et nous l'avons senti cet après-midi... est-ce ABCIS que nous allons faire, ou est-ce autre chose ? Moi, je pense que nous allons faire autre chose. Nous avons six mois pour le faire. Arrêtons de nous battre toujours la coulpe ou de nous flageller. Soyons positifs et avançons. Débattons, discutons, disputons-nous, parce que cela nous plaît aussi.

## **Forough Salami-Dadkhah**

Je vais vous dire quelque chose à propos de cette horizontalité. Gilles disait qu'il faut que nous nous disputions, que c'est bien. Vraiment, nous allons changer le logiciel, me semble-t-il. Parce que pour moi, vous ne pouvez pas savoir comme cela peut être réconfortant. Moi aussi, je peux venir vous disputer parce que jusqu'à présent, c'était toujours les élus politiques qui se justifiaient, qui se faisaient disputer. Là, nous changeons un peu la manière de travailler ensemble. C'est très innovant. Nous en parlons depuis longtemps, mais nous ne mettons jamais en application. Je pense donc que nous avons un devoir de réussir, pour dire que cette horizontalité peut fonctionner. Nous avons cette chance de pouvoir dire qu'il est vrai que deux ans, c'était long. Mais c'était sincère. Cela ne correspondait à aucune échéance électorale, à aucun agenda politique, à aucune prestation médiatique. Nous avons fait cela dans l'ombre, entre nous. Vraiment, c'était sincère. Essayons de le réussir. Je pense qu'il faut créer, innover, aller en avant. Cela demande du travail. J'entends et je comprends que cela demande beaucoup d'investissement personnel. Mais en même temps, essayons cette fois-ci d'être un exemple pour les autres, pour dire que cela peut fonctionner. Parce que malheureusement, si cette façon de faire ne fonctionne pas cette fois-ci, nous retournerons en arrière, c'est-à-dire que les financeurs, que nous sommes, viendront dire comment il faut faire, comment il faut fonctionner. Au moins, c'est carré, logique et il y aura un résultat.

Nous avons donc encore deux ou trois ans et nous démarrons tout de suite ce comité opérationnel, dont nous connaissons le nom demain. D'ici six mois, les premières actions vont être priorisées et hiérarchisées.

### **Catherine Desbryères -Présidente du RESIA**

Je voulais juste dire que quand nous avons commencé, il y a deux ans, à nous occuper du machin ABCIS, il y en avait quand même pas mal qui traînaient les pieds. Je trouve donc que la première réussite, parce que moi, je pense qu'il faut positiver, est d'avoir mobilisé autant de monde, d'avoir autant de monde qui est resté jusqu'au bout et d'avoir proposé autant d'idées. Je n'ai donc pas peur du tout. Puis je n'ai pas peur du tout qu'il y ait des gens qui bousculent. Parce que, pendant un moment, c'est vrai que nous étions politiquement corrects. « Bonjour, Madame la Vice-présidente, est-ce que vous voulez bien avoir la gentillesse de financer mon association ? » Là, nous ne sommes pas du tout dans la même chose. Quoique nous allions quand même demander des financements, je vous rassure tout de suite. Je pense que cette plate-forme que nous allons inventer va vraiment être un lieu où cela décoiffe. Sinon, ce n'est pas intéressant. Je pense que comme nous avons réussi à travailler pendant deux ans, comme nous avons mobilisé autant de monde, cela prouve aussi, dans le contexte actuel où nous avons quand même l'impression que les idées de solidarité et d'international régressent, qu'il y a des gens qui se bougent les fesses et qui sont prêts à y aller. Je pense donc qu'il faut être positif.

### **Alain Diulein**

J'ai un autre exemple. Je voudrais intervenir, parce qu'après, je vais oublier. C'est l'exemple des migrants, en France. Il y a encore six mois, ils étaient tous à Calais. Puis c'était vraiment la peste. Là, j'ai encore vu dans la presse, hier, qu'à Bain de Bretagne, en Ille-et-Vilaine, le Conseil municipal a voté à l'unanimité l'accueil des migrants. À Cancale, cela se passe très bien. Au niveau politique, je ne préfère pas vous dire s'ils sont de droite ou de gauche, parce que cela n'existe plus. Mais vous voyez, et je te rejoins complètement, Catherine : c'est cela. Il faut y croire encore et nous allons y arriver. Il faut démarrer vite par contre. Et nous ne savons pas trop comment nous allons démarrer. Dès lundi matin, réunion, très bien.

### **Robert Fleury-Eau Vive Bretagne Loire**

J'avais une petite question sur le comité opérationnel. Son but est effectivement de créer une gouvernance. Au fur et à mesure des propositions qui seront faites par le comité opérationnel, il y aura en face des besoins financiers, sans doute, et des besoins aussi de référents, etc. Comment nous gérons cela au sein du comité ?

### **Forough Salami-Dadkhah**

Sur le besoin financier, il y a toujours le Conseil régional, avec l'enveloppe qui était déjà dédiée. Cette enveloppe reste constante. Cela pourrait répondre aux besoins. Après, il y aurait un effort, mais je reste très optimiste, à faire, et c'est le rôle du Conseil régional, auprès du Ministère des Affaires étrangères, pour avoir une subvention pour la plate-forme. Là, nous mettrons tous les arguments. Parce que si nous allons comme cela en disant que nous avons une nouvelle gouvernance, etc., le Ministère va dire que nous créons, que nous innovons, qu'il ne comprend pas trop notre truc et va refuser. Il faudrait donc que nous le rendions acceptable. Je compte sur Jacques Le Vagueresse, Anne-Laure Vallauri et Pierre-Yves Le Chat pour trouver les arguments qu'il faut pour le Ministère. Nous aurons donc les financements. Je pense que les premières actions que nous allons mettre en place ne doivent pas être dans des dimensions irréalisables. Je pense donc qu'il ne faut pas nous inquiéter pour cela. Il faut vraiment aller vers la bonne idée, comment nous pouvons mobiliser les gens, sensibiliser, déterminer quel est le vrai projet fédérateur, et ne pas trop nous inquiéter pour le financement. C'est rare qu'un élu dise cela. Heureusement que mon Président n'est pas là, car je me ferais taper sur les doigts. Mais je suis persuadée de cela, que quand nous mettons des contraintes de financement, c'est souvent pour ne pas trouver les bonnes idées. Je conseille donc toujours de mettre les financements de côté. Nous trouvons l'idée, le projet et nous trouverons le financement. En tout cas, si nous disons que nous allons faire un festival

international, faire venir des chanteurs, etc., nous ne pourrons pas le faire. Mais pour faire un bon projet régional, nous arriverons à le financer.

### **Sylvette Milin-PS-eau**

J'avais également une question sur le comité opérationnel. Nous allons donc constituer un groupe de travail pour définir plus précisément la gouvernance, l'organisation concrète de la future plate-forme. Cela ira peut-être jusqu'à un plan d'action concret, issu de ce qui a été énoncé aujourd'hui. Mais sur les aspects de gouvernance, de statut, pourrons-nous faire appel de temps en temps à des expertises extérieures ou au sein du conseil régional sur certains aspects ? Parce que parfois, nous n'avions pas les compétences nous-mêmes pour répondre à toutes les préoccupations ou toutes les questions que pouvait se poser le comité opérationnel, et ce malgré les bonnes volontés.

### **Forough Salami-Dadkhah**

Je pense que oui. En effet, il faudrait aller chercher l'expérience si elle existe ailleurs, la manière, le bon fonctionnement. Vous avez parlé tout à l'heure du COREMOB, dont je fais partie. En fait, c'est à la fois l'État, l'Éducation nationale et la Région Bretagne qui financent et qui ont mis en place les deux mondes qui travaillaient en parallèle, c'est-à-dire le monde formel dans l'éducation, tout ce qui est écoles, etc., le monde informel, associations, sur l'enjeu de la mobilité. Cela fait deux ans qu'ils travaillent, et franchement, ils font vraiment des choses intéressantes. Là, c'était pareil. C'était deux mondes qui avaient envie de travailler ensemble, avec le même objectif. Ce sont les jeunes les plus éloignés de la mobilité. Il s'agit de savoir comment nous pouvons les raccrocher à la mobilité. Après, il y a des petites actions qui sont menées depuis deux ans. Nous nous voyons deux fois par an. À chaque fois, il y a un point sur les actions menées. C'est assez bluffant. Là aussi, nous pouvons voir ce qui a marché, en quoi nous pouvons nous en inspirer, absolument. Nous n'allons pas non plus inventer l'eau chaude.

### **Alain Diulein**

Je peux témoigner à ce niveau-là. Je suis aussi président de Jeunes à travers le monde, qui a coordonné une plate-forme, au départ, qui ensuite a évolué en comité régional de la mobilité. Effectivement, au départ, cela a démarré doucement. C'était bien, déjà. Mais le dernier COREMOB de juin était très bien, avec des acteurs qui étaient très participatifs. Cela a été une journée avec des témoignages le matin et des ateliers l'après-midi, où chacun a participé. Ceci dit, c'est piloté par l'État, la Région et puis l'Éducation Nationale. Est-ce que c'est ce que nous voulons ? C'est à nous de le déterminer, mais sans doute que ce serait quelque chose de différent. Par contre, il y a des choses qui se sont passées dont nous pouvons nous inspirer. De toute façon, il faut s'inspirer de tout. Nous pouvons aussi nous inspirer d'autres réseaux régionaux, multi acteurs. En France, il y en a pas mal. Il y en a qui ne fonctionnent pas du tout, qui sont nommés, mais qui ne fonctionnent pas du tout. Il y en a qui fonctionnent très bien.

### **Forough Salami-Dadkhah**

Je pense d'ailleurs que cela peut être la première chose à faire, d'inviter les réseaux multi acteurs qui existent en France et qui ont la réputation de fonctionner très bien. Nous pouvons les inviter en Bretagne pour venir un peu expliquer comment cela se passe, quel est le mode de fonctionnement, etc. Cela peut être une des premières choses à faire, assez rapidement. Nous pouvons aussi faire la même chose. Nous pouvons nous renseigner au niveau européen, pourquoi pas ? Si dans un pays européen, nous avons un réseau qui est exemplaire dans sa gouvernance horizontale, etc., nous pouvons le faire venir pour écouter son expérience. Nous pouvons faire cela.

### **Sonia Scolan-CASI Bretagne**

Au-delà de l'échange d'expériences, au-delà des échanges sur le fond ou la forme que peuvent prendre les différents réseaux pour essayer de trouver la bonne formule, pouvons-nous envisager, sur l'échéance qui a été annoncée à l'automne, et un peu en parallèle avec ce qu'a dit Sylvette, d'aller chercher de l'expertise sur l'animation et la constitution de plate-forme ? C'est-à-dire que nous pouvons avoir choisi

la formule vers laquelle nous souhaitons aller, mais cela ne va peut-être pas être suffisant pour y arriver, si nous n'allons pas chercher les compétences pour nous permettre d'y arriver dans les temps. Est-ce que c'est quelque chose qui est envisageable, et donc finançable ?

### **Forough Salami-Dadkhah**

Je pense que cela fait partie des choses dont vous devriez discuter dans le comité opérationnel. Parce que là, franchement, je ne sais pas quel peut être le coût. Parce qu'il faut que cela reste dans des mesures raisonnables. Mais je pense que ce genre de choses, ce sont justement des discussions que vous pouvez avoir en comité opérationnel, pour le mettre en place. Je crois comme vous que nous ne pouvons pas décréter tout de suite que nous allons avoir tel mode de gouvernance, ceci, cela. Déjà, quelque part, il peut y avoir une sorte de suspicion, d'amertume qui interroge une proposition quand elle est innovante. Du coup, il faudrait peut-être vraiment se poser toutes les questions, sans tabou, sans retenue pour trouver les bonnes réponses et après, donner les solutions qui peuvent exister, et pourquoi pas, aller chercher ailleurs, avoir d'autres modèles, des formations pour l'animation. Je pense qu'il faut prendre son temps pour bien réussir, oui.

### **Alain Diulein**

Il faut aussi que nous puissions regarder rapidement l'image, la notoriété de ce réseau qui va vivre. Pour travailler avec le monde économique depuis déjà un certain temps, on nous demande assez souvent « quand cela va-t-il se mettre en place ? Qu'est-ce que vous allez nous proposer ? Nous sommes prêts à participer. » Je pense qu'il y a cette notion d'image qu'il ne faut pas oublier. Peut-être que dans les premiers travaux, il faut que nous regardions notre identité, et le nom en fait bien sûr partie. Mais il faut absolument que nous puissions répondre à des attentes extérieures. Quand on parle du multi acteurs, je suis persuadé qu'il y a des gens qui sont en attente, derrière.

### **Gilles Maréchal**

Je voulais juste dire qu'il faut faire attention à ne pas vouloir résoudre tous les problèmes, solutionner tous ceux auxquels nous ne pensons même pas encore aujourd'hui, mais plutôt ne pas démarrer trop tardivement, de façon à avoir quelque chose qui soit encore modulable, modifiable en fonction des retours, etc. Ce serait un peu en mode bêta : nous démarrons et puis nous apprenons en marchant, un peu tous ensemble, plutôt que d'essayer d'avoir une machine formidable finalisée, à laquelle nous ne voulons plus toucher.

### **Alain Diulein**

Je te rejoins à ce niveau-là. Mais à la limite, c'est ce que nous avons appris dans la solidarité internationale. Parce qu'au départ, quand nous avons commencé, nous voulions sauver le monde, quand même. Et nous en sommes arrivés au fait que non... nous ne l'avons pas encore sauvé et je ne sais pas si nous allons y arriver un jour. Ce que nous avons appris par contre, c'est à aller doucement et comme tu dis, pas à pas.

Pour répondre à Robert, les autres acteurs ne sont pas loin. C'est la Région qui me fait découvrir l'entreprise. J'y pensais, mais je ne savais pas comment faire. Ils ont fait le lien. Nous nous sommes parlé. Nous ne sommes pas encore copains, mais nous nous sommes parlé. Finalement, il y a des choses qui sont pareilles. Nous avons des valeurs. Il ne faut pas opposer les mondes économiques. Nous savons parfaitement qu'il y a des grands groupes, etc., qui sont en train de nous flinguer et de tuer la planète. Mais il y a des gens comme nous, qui sont en particulier les PME, souvent, etc. qui ont cette volonté d'aller travailler à l'international, mais aussi de faire quelque chose. À l'Open de l'international, nous avons eu des témoignages qui étaient très intéressants et édifiants, et puis qui étaient vraiment très simples. Ce n'était pas des trucs extraordinaires.

### **Robert Fleury**

Justement, je voulais aller un peu dans ton sens. Il y a aussi tout le monde de l'économie sociale et solidaire, composé aussi par des entrepreneurs, quelque part. Là, nous pourrions donc aussi avoir une attention envers eux, pour les faire venir rapidement sur ce terrain d'un dialogue que nous pouvons avoir quant à la solidarité internationale. Ce sera peut-être plus facile que des gros groupes. Beaumanoir, j'aimerais bien discuter avec lui sur sa manière de faire travailler en Chine, par exemple.

### **Alain Diulein**

Oui, nous ne l'avons pas oublié. Beaumanoir ou Total... c'est certain. Mais l'économie sociale et solidaire n'est pas si facile que cela à atteindre. Nous travaillons dans un bâtiment où ils sont à l'étage au-dessus, au cinquième. Il y a un seul escalier à monter : nous nous voyons souvent dans l'ascenseur. On se dit qu'il faudrait se voir. Mais nous allons aussi y arriver, sans doute.

### **Un intervenant**

On parle de l'entreprise, mais dans l'entreprise, il y a les patrons, les actionnaires, il y a aussi les salariés. C'est-à-dire qu'il y a le monde syndical. Dans ce monde syndical, il y a des organisations internationales. Il y a des gens qui sont impliqués dans des réflexions sur comment vivre la solidarité au niveau international. Je pense que ce serait aussi intéressant d'associer le monde syndical à nos démarches.

Vous parliez de Beaumanoir tout à l'heure. Je rappelais dans un des ateliers que la France dispose d'une loi, depuis l'année dernière, qui est la première loi qui est un acquis du monde associatif, qui est la loi sur la vigilance des entreprises, justement. C'est une loi aujourd'hui qui sert de modèle pour l'élaboration d'une convention internationale sur le respect des droits des travailleurs dans les entreprises. Le travail a commencé à Genève. Nous oublions souvent que le monde associatif a réussi à porter cette loi, à la faire aboutir. Maintenant, il faudrait qu'elle soit respectée. Avec le monde syndical, c'est un combat que nous pouvons sans doute mener.

### **Alain Diulein**

De toute façon, je pense que tout est possible et jouable. Il est absolument hors de question de laisser quelqu'un sur le bord de la route. Ceci dit, sur tous ces groupes constitués, c'est la même difficulté que nous pouvons avoir au niveau de l'entreprise ou d'autres choses. Ce n'est pas facile. Lorsque nous parlons du COREMOB, par exemple, à un moment donné, à son tout début, l'Éducation nationale était moins impliquée. Puis c'est venu doucement. Mais tout cela se fait pas à pas, peu à peu. Il faut approcher les gens. Ici, nous avons des ressources dans ce groupe où nous sommes cet après-midi. Nous avons des contacts, des connaissances de personnes que nous pouvons solliciter et qui peuvent nous donner un coup de main, pour éventuellement intégrer ensuite la plate-forme. Pourquoi pas ? Mais rien n'est fermé. Ce n'est pas possible de fermer la porte. On ouvre et on verra. Par contre, on n'attend pas que les gens rentrent. On avance pour, par un effet d'entraînement, arriver sans doute à faire quelque chose. Dans trois ans, nous ne savons pas ce que nous serons. Ce soir, nous ne savons pas comment cela va se passer. C'est ce qui est passionnant, justement, surtout les difficultés.

*[Applaudissements]*

### **Un intervenant**

Pour faire suite à l'intervention d'Alain, nous pouvons prendre l'exemple, en Ille-et-Vilaine, du collectif Éthique sur l'étiquette, du collectif Vigilance également. Il y a également des syndicats dans ce collectif. Je pense donc qu'il faut trouver des occasions concrètes justement de travailler ensemble.

### **Forough Salami-Dadkhah**

Du coup, nous pouvons continuer cette conversation pour ceux qui restent sur place, dont je fais partie. Mais il y a également une grande partie des services de la région. Nous pouvons continuer la discussion. Pour ceux qui rentrent, ils reviennent demain. Nous aurons donc une journée dense. En tout cas, merci beaucoup pour votre implication à cette journée. À tout à l'heure.



## **Alain Diulein**

Merci à tous.

*[Applaudissements]*

## **Lucie Leblay**

Je reviendrai juste sur quelques petits éléments logistiques. Très concrètement, tout à l'heure, nous allons vous proposer un apéritif à 18 heures 15, un repas à 19 heures. Il y aura même la diffusion d'un film, pour ceux qui ont la chance de rester. Comme le disait Madame Salami, demain, nous redémarrons à 9 heures 30. Il y aura une table ronde, il y aura aussi une conférence. Je vous laisserai le loisir, si vous voulez, de prendre, si vous ne l'avez pas déjà pris, un programme complet, qui sera à votre disposition. J'espère vous revoir demain. Merci pour votre participation.

*[Applaudissements]*